

Comment le racialisme indigéniste gangrène l'Université

écrit par Adalbert le Grand | 24 avril 2019



J'ai trouvé hier cet article du Figaro qui date de septembre 2018 qui me semble intéressant.

Comment le racialisme indigéniste gangrène l'Université

FIGAROVOX/TRIBUNE – Barbara Lefebvre et Anne-Sophie Nogaret s'insurgent contre la tenue d'un colloque à Paris VII réunissant des «chercheurs en indigénisme» et dévoilent la manière avec laquelle le milieu universitaire français est saccagé par l'idéologie antirépublicaine des groupuscules d'extrême-gauche.

Barbara Lefebvre est professeur d'histoire-géographie. Elle est coauteur de Les Territoires perdus de la République (éd. Mille et une nuits, 2002). Anne-Sophie Nogaret est enseignante.

La dévastation intellectuelle conséquente à l'idéologie racialiste est apparue sur les campus américains au tournant des années 1970-1980.

Pour notre malheur, elle arrive en Europe toute prête à l'emploi, dans des universités où le vide idéologique et politique a laissé le champ libre au militantisme identitariste des minorités. Un colloque organisé à l'université Paris VII fin septembre viendra encore une fois en administrer la preuve.

Portée outre-Atlantique par l'extrême gauche, puis par des groupes et des individus s'estimant les porte-paroles exclusifs de «minorités» de couleurs, de genres, d'obédiences spirituelles, etc., l'idéologie raciale mère de ce désastre culturel a été largement décrite, et depuis longtemps, par nombre d'intellectuels américains – hélas trop rarement traduits en français – d'Allan Bloom au milieu des années 1980 jusqu'à l'ouvrage récemment publié par deux sociologues, Bradley Campbell & Jason Manning, *The Rise of Victimhood culture* (Springer, 2018).

Aux États-Unis est ainsi née l'inversion des modes ségrégatifs. Dans un pays qui vécut longtemps sur un système de discrimination légale, doit-on s'étonner? Les antiracistes-racistes actuels se prétendent héritiers de la lutte pour les droits civiques des années 1960, qui visait en effet à combattre des situations bien réelles et à abolir les lois de ségrégation raciale. Une fois l'égalité des droits acquise fut mise en œuvre la discrimination positive, source d'effets pervers qui ont justifié sa profonde remise en cause, y compris par le président Obama. Mais ce n'était pas assez: il fallait suivre les traces de Malcom X plutôt que la sagesse d'un Luther-King, il fallait que les WASP payent, et sur plusieurs générations. Seuls des «blancs» adeptes de l'autoflagellation pourraient désormais échapper à l'opprobre du racialement-correct. Ils furent légion, ils se comptèrent par millions, jusqu'au point où cette haine de soi apparut pour ce qu'elle était: une pathologie collective suicidaire.

Le concept « d'appropriation culturelle » étant une des gouttes qui a fait déborder le vase de la bêtise du « progressisme raciale ».

Le concept «d'appropriation culturelle» étant une des gouttes qui a fait déborder le vase de la bêtise du «progressisme raciale». Des

Américains de toutes origines commencèrent alors à reprendre leurs esprits, à sortir la tête de l'eau croupie de l'autodénigrement. Ironie du sort, au même moment, en France, nous plongeons à notre tour dans ce marigot, l'adaptant à notre sauce, réécrivant notre histoire commune à partir de récits mêlant histoire, mémoire et mythologie sur des thèmes obsessionnels tels que l'esclavage, le colonialisme, le génocide, l'homophobie, la misogynie, l'immigration. Il en ressort que la société française – traduire par «blanche», «de souche», «gauloise» etc. – serait intrinsèquement raciste.

Depuis une dizaine d'années, dans les départements universitaires français de Sciences humaines, nombre de chercheurs – inconnus du public éclairé, voire de leurs collègues universitaires renommés – reprennent les grandes théories des «gender studies» ou des «racial studies» élaborées aux États-Unis reprenant le vocabulaire abscons cher aux héritiers de Deleuze, Lacan, Foucault et Derrida, cette «French theory» influente sur les campus des années 1970-80. Certains sont docteurs en sociologie ou en sciences politiques. Beaucoup plus rares, mais plus inquiétants, d'autres sont normaliens. La plupart des fers de lance de cette idéologie sont des étudiants-doctorants qui voient leurs thèses validées par une poignée de professeurs d'université grenouillant dans la mouvance indigéniste. Tout ce petit monde, très sensible au discours des Indigènes de la République et du CCIF, publie des articles dans des revues secondaires voire anonymes et des livres chez des éditeurs militants plutôt qu'universitaires. Mais ce sont les petites rivières qui forment les grands fleuves.

Ils nous expliquent que ce qui compte, ce n'est pas tant le réel que les représentations mentales et sociales, qui à les lire seraient gravées dans le marbre... Commence ainsi la police de la pensée dont toutes les idéologies totalitaires ont porté la marque: on vous assigne à une identité en vous prêtant une pensée (et donc des comportements) induite par votre groupe d'appartenance, supposé ou réel. Vous devenez raciste par vos ascendants, sexiste parce que vous êtes un homme blanc hétérosexuel. Parallèlement, si vos ascendants furent esclaves, colonisés, exterminés ou si vous êtes née femme, vous êtes à jamais victime. Et comme il s'agit de représentations sociales,

il convient d'éclairer votre lanterne, car pauvre bougre que vous êtes, vous êtes parfois victime ou bourreau par héritage sans le savoir! Une poignée de maîtres-penseurs, Docteur-es PHD à l'appui, viennent ainsi révéler au grand jour vos tares et vos traumas. Trop d'impensés tueraient-ils la pensée? Par la magie d'un simple logiciel de statistiques, ces soi-disant penseurs «analysent» vos discours et vos textes et produisent un nuage de mots administrant la preuve sémantique de vos obsessions mentales, racistes, sexistes, homophobes, enfin dévoilées.

L'avantage du concept d'«inconscient collectif» ou celui de «construction sociale» est qu'il permet d'attribuer toute pensée déviante à un tiers voire à un groupe social dans son entier. Ainsi les indigénistes recourent-ils systématiquement à l'essentialisation pour stigmatiser les «bourreaux». Essentialisation que, ne craignant pas la contradiction, ils dénoncent tout aussi systématiquement dès qu'il s'agit des «victimes».

Ainsi donc, à l'université Paris 7 aura lieu du 27 au 29 septembre 2018 un colloque intitulé «Racisme et discrimination raciale, de l'école à l'université» et qui rassemblera la crème de ces chercheurs en indigénisme et quelques-uns de leurs serveurs de soupe habituels. L'articulation de la notion de «race», ici subtilement passée par le prisme «discriminatoire», au système scolaire et académique français, de ce fait implicitement défini comme raciste, porte la marque de l'indigénisme.

Il s'agit toujours chez les indigénistes de porter un regard anachronique sur le passé pour mieux le décalquer sur le présent.

On l'avait déjà vu clairement exposée lors du stage «Sud Éducation 93» de décembre 2017 intitulé sobrement «Au croisement des oppressions. Où en est-on de l'antiracisme à l'école?». Lequel stage de formation syndicale prévoyait des sessions «décoloniales» interdites aux descendants d'esclavagistes et/ou de colons, autrement dit, interdites aux blancs non musulmans. Certains animateurs de ce stage interviendront au colloque de Paris 7, comme Wiam Berhouma,

enseignante d'anglais en collège ou Lissel Quiroz, membre de l'association «le Front de mères».

La thèse dite «décoloniale», initiée et défendue par la mouvance indigéniste, postule l'existence d'un «racisme d'État», d'un racisme «systémique» qui maintiendrait délibérément les populations issues de l'immigration africaine dans un statut d'infériorité. Ce «racisme d'État» viserait du même coup spécifiquement l'islam, religion qui de ce fait se retrouve assimilée à une «race», celle des victimes, des humiliés par excellence. Cette «domination» raciale serait instaurée par l'institution scolaire dès le plus jeune âge et à tous les niveaux ; les élèves, les étudiants seraient ainsi exposés à des enseignements biaisés visant à les rabaisser, les enseignants véhiculant inconsciemment pour la plupart des représentations sociales héritées de l'époque coloniale. Pour la mouvance décoloniale, l'École de la III^{ème} République est l'objet de toutes les détestations: odieusement raciste et islamophobe puisque laïque, affreusement colonialiste car elle croyait en un idéal universel d'instruction, la fameuse «mission civilisatrice». Il s'agit toujours chez les indigénistes de porter un regard anachronique sur cette époque passée pour mieux la décalquer sur le présent. L'anachronie, c'est leur fonds de commerce.

En cette fin septembre, trois jours durant, une université parisienne va donc débattre de son propre racisme, confirmant en cela non seulement qu'il existe, mais encore qu'il lui serait quasiment consubstantiel. Au sein même de l'institution académique, distiller la thèse selon laquelle celle-ci serait structurellement raciste constitue une des tactiques répertoriées de l'entrisme indigéniste. Les activistes «décoloniaux», fins stratèges mais peu nombreux en réalité, misent sur le principe d'économie: un investissement minimal (quelques intervenants, dont certains avancent masqués) qui par le truchement des instances universitaires permet de répandre les thèses indigénistes aux jeunes générations, et ce d'autant plus efficacement qu'elles se trouvent estampillées du label universitaire: si l'académie le dit, c'est que c'est vrai... Comme l'écrivait en 1987 Allan Bloom: *«les étudiants sont, en général, gentils. C'est à dessein*

que j'emploie cet adjectif. Ils ne sont pas particulièrement moraux ou nobles. Dans les époques heureuses, la gentillesse est une facette du caractère démocratique».

De la gentillesse à la mollesse jusqu'à l'endoctrinement les yeux grands fermés, il n'y a que quelques degrés que la déculturation de masse produite par notre enseignement secondaire depuis vingt ans aura permis de dépasser.

De la gentillesse à la mollesse jusqu'à l'endoctrinement les yeux grands fermés, il n'y a que quelques degrés que la déculturation de masse produite par notre enseignement secondaire depuis vingt ans aura permis de dépasser. Et parmi ces étudiants seront (sont déjà?) formés nos futurs enseignants, qui à leur tour, apprendront (apprennent?) à leurs élèves à quel point ils sont opprimés par les «blancs», et ainsi de suite.

Un président d'université peut ne pas être au courant du détail des rencontres organisées au sein de la structure qu'il dirige, comme c'était sans doute le cas à Lyon, à Limoges et à Toulouse où de tels colloques ont été annulés ces dernières années après avoir été portés à la connaissance du public par les médias. Tel ne saurait être le cas du colloque «Racisme et discrimination raciale, de l'école à l'université», puisque le 27 septembre prochain Christine Clerici en personne, présidente de l'Université Paris-Diderot, inaugurera les festivités. Seront présents lors de ce discours d'ouverture tous les organisateurs. Parmi ces derniers figurent Fabrice Duhme et Abdellali Hajjat. Sans doute Madame Clerici ignore-t-elle que Fabrice Duhme est sympathisant du Parti des indigènes de la République? Pour mémoire, en 2014, à la date symbolique du 18 juin, il cosignait leur appel à l'abrogation de la circulaire Chatel permettant d'interdire à des parents portant un signe religieux ostentatoire d'accompagner les activités scolaires. Plus récemment, il soutenait le stage organisé par le syndicat Sud-Education 93 précité. Quant à Abdellali Hajjat, maître de conférences à l'Université Paris-Ouest Nanterre, il a co-écrit avec Marouane Mohammed, sociologue s'affichant avec Assa Traoré, un ouvrage intitulé: *Islamophobie: Comment les élites françaises*

fabriquent le «problème musulman».

Madame la présidente de l'université Paris Diderot prononcera-t-elle donc un discours d'ouverture en présence d'organiseurs dont les positions indigénistes et en faveur de l'islam politique ne sont un secret pour personne?

Quant aux intervenants du colloque, on y relève la présence d'un inspecteur général de l'Éducation nationale, Benoit Falaize, qui se garde bien de se présenter sous ce titre dans le programme actuellement disponible, se contentant d'énoncer son statut de «chercheur». L'Inspection Générale Enseignement Primaire est-elle informée de sa participation à ce colloque? De même, Madame Judith Klein de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire, qui dirige la mission «prévention des discriminations et égalité fille-garçon», est-elle annoncée comme intervenante. La sous-direction de la vie scolaire dont dépend Mme Klein approuve-t-elle sa présence à un tel colloque?

Parmi les intervenants, nombre d'étudiants et de doctorants qui sont autant d'illustres inconnus. Quelques noms pourtant attirent l'attention: Hanane Karimi membre de Lallab ou Wiam Berhouma, professeur d'anglais, figure centrale du stage «décolonial» de Sud Education 93 en 2017, dont le haut fait d'arme est d'avoir interpellé avec agressivité Alain Finkielkraut dans une émission de France 2 en 2016. Coup d'éclat médiatique qui lui a d'ailleurs réussi puisqu'elle fut reçue en février 2017 avec ses classes par Claude Bartolone, alors président de l'Assemblée Nationale. Elle a, en outre, récolté en 2018 plus de 12 000 euros via la cagnotte Ulélé pour que ses élèves «*descendants de l'immigration et qui ne se sentent pas ou seulement très peu citoyens*» aillent à New York, afin de savoir «*comment s'est construite et comment se construit cette citoyenneté aux États-Unis en comparaison avec la France*». Il est d'ailleurs courant que les leaders indigénistes mettent de côté leur ressentiment anti blancs et anticapitaliste quand il s'agit de récolter des fonds chez de vieux milliardaires ou de se faire offrir des séminaires de formation aux États-Unis sur la discrimination positive et les class actions... La caution de l'académie via le discours d'ouverture de Madame Clerici ne

manquera pas de légitimer de telles ascensions!

L'université française ne peut pas se permettre la gangrène qui a gagné certains campus américains, qui y a décrédibilisé des départements entiers et a conduit des enseignants réputés à quitter leurs postes.

Plus parlante encore, la présence parmi les intervenants d'un membre de l'association «le Front de mères», Lissel Quiroz. Association fondée en 2017 par Fatima Ouassak, proche du PIR et passée par Sciences-po Lille, qui entend en faire à terme un syndicat de parents d'élèves. On peut s'interroger sur le profil de ces futurs représentants puisque l'appel du Front de mères commence par une déclaration sans ambiguïté: «L'école, c'est la guerre», avant d'aligner unilatéralement le discours de l'humiliation cher aux indigénistes et aux islamistes: «*Parents noirs, arabes et musulmans, parents habitant les quartiers populaires...nos enfants fréquentent des établissements où ils sont stigmatisés et humiliés par certains enseignants, prêts à partir en croisade contre une jupe longue ou un début de barbe suspecte... Nos enfants assistent aux humiliations que nous y subissons, notamment lorsque nous sommes voilées et qu'on nous interdit de les accompagner en sortie... Nos enfants apprennent très tôt la hiérarchisation raciale*».

Sans porter atteinte à la liberté d'expression, Christine Clerici, présidente de l'université Paris Diderot, mais aussi Jacques Toubon, le défenseur des droits, doivent-ils accorder par leur présence la caution institutionnelle que cherche la mouvance indigéniste? L'offensive universitaire de ces mouvements constitue un danger réel pour l'enseignement supérieur, plus généralement pour la crédibilité des universités françaises déjà mises à mal dans les classements internationaux. L'université française ne peut pas se permettre la gangrène qui a gagné certains campus américains, qui y a décrédibilisé des départements entiers et a conduit des enseignants réputés à quitter leurs postes. Car, ne nous y trompons pas: les indigénistes, comme les islamistes, suivant les théories de Gramsci, veulent précisément faire implorer l'institution scolaire et académique, qui

sont les socles de la société à venir.

<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe/2018/09/07/31003--20180907ARTFIG00344-comment-le-racialisme-indigeniste-gangrene-l-universite.php>

Il vaut la peine d'être lu, il est excellent, bien approfondi et apporte beaucoup d'éléments nouveaux à la réflexion.

Et selon ce que j'en induis, il confirme parfaitement qu'il s'agit bien, sans aucun doute possible d'un néo-racisme.

En effet, selon tous ces agités du bocal délirants, il convient d'exclure de leurs « réflexions » « décoloniales » traquant la mentalité « esclavagiste » tous les Blancs non-musulmans (extraordinaire quand on sait que la traite musulmane a été au moins 6 fois plus importante que la traite européenne), car tous descendants de blancs esclavagistes.

Si ce n'est pas du racisme, qu'est-ce que c'est? Cela sort du même tonneau que les discours antisémites des nazis: tu es indésirable parce que tu es (resp. juif) blanc et donc que tes ancêtres sont (resp. juifs) blancs.

Peu importe qu'un Blanc comme moi dont les ancêtres alsaciens dans leur province bien loin de Nantes, Bordeaux, ou le Havre n'ont jamais eu d'esclaves, jamais pratiqué le commerce des esclaves, n'ont rien eu à voir ni de près ni de loin avec l'esclavage, l'Afrique et l'Amérique, n'en ont tiré strictement aucun profit, je suis quand même totalement coupable juste parce que Blanc!

Idem des Finlandais, des Lettons, des Polonais: ils sont Blancs donc esclavagistes. Par le principe du « si ce n'est toi, c'est donc ton frère blanc ».

